

Comptes consolidés condensés du résultat et du résultat global

pour les périodes de

3 mois terminées les

6 mois terminées les

(en milliers de dollars canadiens, sauf données par action, non vérifiés)

30 juin,
2011

30 juin,
2010

30 juin,
2011

30 juin,
2010

Notes

Produits d'exploitation		\$ 11 554	\$ 11 747	\$ 25 897	\$ 23 790
Coûts d'exploitation		9 740	10 320	22 083	20 352
Résultat brut d'exploitation		<u>1 814</u>	<u>1 427</u>	<u>3 814</u>	<u>3 438</u>
Charges:					
Frais de vente et d'administration		1 005	1 164	2 089	2 246
Coûts de financement	7	138	128	255	249
Perte (gain) de change		79	(180)	193	(83)
Amortissement des immobilisations		323	361	653	739
Autres		44	51	104	115
		<u>1 589</u>	<u>1 524</u>	<u>3 294</u>	<u>3 266</u>
Résultats avant impôts sur les bénéfices		<u>225</u>	<u>(97)</u>	<u>520</u>	<u>172</u>
Impôts sur le résultat		155	(8)	333	117
Résultat net		<u>70</u>	<u>(89)</u>	<u>187</u>	<u>55</u>
Autre élément du résultat global					
Variation de la perte non réalisée à la conversion des établissements étrangers autonomes		(20)	275	(122)	71
Résultat global pour la période		<u>\$ 50</u>	<u>\$ 186</u>	<u>\$ 65</u>	<u>\$ 126</u>
Résultat net par action					
De base (dollar par action)	8	\$ 0,002	\$ (0,002)	\$ 0,005	\$ 0,001
Dilué (dollar par action)	8	0,002	(0,002)	0,005	0,001

Voir les notes annexes qui font partie intégrante des états consolidés.

États consolidés condensés de la situation financière
au

(en milliers de dollars canadiens, non vérifiés) Notes

Actif

Actifs courants

Trésorerie		\$ -	\$ 82	\$ 263
Créances clients et autres débiteurs		11 217	8 285	8 207
Stocks		7 515	8 962	10 393
Charges payées d'avance		108	13	120
Total des actifs courants		<u>18 840</u>	<u>17 342</u>	<u>18 983</u>

Actifs non-courants

Immobilisations		14 788	15 663	16 536
Total des actifs non-courants		<u>14 788</u>	<u>15 663</u>	<u>16 536</u>

Total de l'actif		<u>\$ 33 628</u>	<u>\$ 33 005</u>	<u>\$ 35 519</u>
------------------	--	------------------	------------------	------------------

Passif et Capitaux propres

Passifs courants

Dette bancaire		\$ 7 252	\$ 6 338	\$ 7 268
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		6 096	5 827	5 190
Passifs d'impôt exigible		222	39	57
Dette à long terme (part à moins d'un an)	9	1 765	5 518	2 557
Contrats de location acquisition (part à moins d'un an)	10	13	55	11
Provisions		-	115	-
Total des passifs courants		<u>15 348</u>	<u>17 892</u>	<u>15 083</u>

Passifs non-courants

Dette à long terme	9	2,477	-	3 196
Contrats de location acquisition	10	35	-	43
Passifs d'impôt différé		1 167	1 087	1 023
Total des passifs non-courants		<u>3 679</u>	<u>1 087</u>	<u>4 262</u>

Total du passif		<u>19 027</u>	<u>18 979</u>	<u>19 345</u>
-----------------	--	---------------	---------------	---------------

Capitaux propres

Actions ordinaires	11	8 092	7 829	7 829
Surplus d'apport		570	323	323
Cumul des autres éléments du résultat global		(290)	(168)	181
Résultats cumulés	13	6 229	6 042	7 841
Total des capitaux propres		<u>14 601</u>	<u>14 026</u>	<u>16 174</u>

Total du passif et des capitaux propres		<u>\$ 33 628</u>	<u>\$ 33 005</u>	<u>\$ 35 519</u>
---	--	------------------	------------------	------------------

Voir les notes annexes qui font partie intégrante des états consolidés.

États consolidés condensés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens, non vérifiés)

	Actions ordinaires	Surplus d'apport	Résultats cumulés	Cumul des autres éléments du résultat global	Total
Pour la période de 3 mois terminée le 30 juin 2011					
Solde au 1^{er} avril 2011	\$ 7 829	\$ 323	\$ 6 159	\$ (270)	\$ 14 041
Résultat net	-	-	70	-	70
Émission de capital-actions (Note 11)	263	-	-	-	263
Émission de bons de souscription (Note 11)	-	237	-	-	237
Paiements fondés sur des actions (Note 12)	-	10	-	-	10
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(20)	(20)
Solde au 30 juin 2011	\$ 8 092	\$ 570	\$ 6 229	\$ (290)	\$ 14 601
Pour la période de 3 mois terminée le 30 juin 2010					
Solde au 1^{er} avril 2010	\$ 7 829	\$ 323	\$ 7 936	\$ (94)	\$ 15 994
Résultat net	-	-	(89)	-	(89)
Ajustement aux résultats cumulés	-	-	(6)	-	(6)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	275	275
Solde au 30 juin 2010	\$ 7 829	\$ 323	\$ 7 841	\$ 181	\$ 16 174
Pour la période de 6 mois terminée le 30 juin 2011					
Solde au 1^{er} janvier 2011	\$ 7 829	\$ 323	\$ 6 042	\$ (168)	\$ 14 026
Résultat net	-	-	187	-	187
Émission de capital-actions (Note 11)	263	-	-	-	263
Émission de bons de souscription (Note 11)	-	237	-	-	237
Paiements fondés sur des actions (Note 12)	-	10	-	-	10
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(122)	(122)
Solde au 30 juin 2011	\$ 8 092	\$ 570	\$ 6 229	\$ (290)	\$ 14 601
Pour la période de 6 mois terminée le 30 juin 2010					
Solde au 1^{er} janvier 2010	\$ 7 829	\$ 323	\$ 7 792	\$ -	\$ 15 944
Résultat net	-	-	55	-	55
Ajustement aux résultats cumulés	-	-	(6)	-	(6)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	181	181
Solde au 30 juin 2010	\$ 7 829	\$ 323	\$ 7 841	\$ 181	\$ 16 174

Voir les notes annexes qui font partie intégrante des états consolidés.

**Tableaux consolidés condensés des flux de trésorerie
pour les périodes de**

(en milliers de dollars canadiens, non vérifiés)

	3 mois terminées les		6 mois terminées les	
	30 juin, 2011	30 juin, 2010	30 juin, 2011	30 juin, 2010
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles				
Résultat net de la période	\$ 70	\$ (89)	\$ 187	\$ 55
Impôts sur le résultat	155	(8)	333	117
Variation de la juste-valeur des instruments financiers dérivés	(10)	(8)	(32)	(15)
Provisions sur les créances clients	15	-	20	-
Amortissements	323	360	653	739
Dépense d'intérêt	148	136	287	264
Dépense à titre de paiement fondé sur des actions	10	-	10	-
Perte nette sur change	30	18	131	(7)
	741	409	1 589	1 153
Variation du besoin en fonds de roulement				
Diminution (augmentation) des créances clients	(646)	(65)	(2 961)	(1 382)
Diminution (augmentation) des stocks	702	(137)	1 439	203
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	52	27	(95)	(101)
Variation de l'impôt exigible	-	(77)	(2)	(93)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs et provisions	(966)	594	181	533
	(858)	342	(1 438)	(840)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(117)	751	151	313
Intérêts versés	(148)	(136)	(282)	(264)
Impôts versés	-	-	(70)	(100)
Flux de trésorerie net liés aux activités opérationnelles	(265)	615	(201)	(51)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	-	(138)	(19)	(535)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-	(138)	(19)	(535)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation de la dette bancaire	361	189	912	1,309
Émission de titres de capitaux propres	500	-	500	-
Remboursement d'emprunts long terme	(596)	(685)	(1 272)	(1 418)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	265	(496)	140	(109)
Diminution nette de la trésorerie	-	(19)	(80)	(695)
Trésorerie au début de la période	-	278	82	964
Incidence de la variation des devises sur la trésorerie	-	4	(2)	(6)
Trésorerie à la fin de la période	\$ -	\$ 263	\$ -	\$ 263

Voir les notes annexes qui font partie intégrante des états consolidés.

1. Renseignements généraux

Imaflex Inc. (“Imaflex” ou “la Société”) est une société par actions constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Son siège social est situé au 5710 rue Notre-Dame ouest, Montréal, Québec, Canada. Ses principales activités d’exploitation sont détaillées à la note 6. Les actions de catégorie A de la Société sont transigées à la bourse de croissance TSX sous le symbole “IFX.A”.

Les états financiers consolidés condensés de Imaflex sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société, et comprennent les comptes de Imaflex Inc. et de sa filiale, Imaflex USA Inc.

Avis – Les vérificateurs indépendants de la Société n’ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés d’Imaflex Inc.

2. Transition aux IFRS

Normes et interprétations ayant un impact sur la présentation des comptes

Suite au remplacement des principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR ») par les normes internationales d’information financière (« IFRS ») pour les sociétés ayant une obligation d’information du public, notamment les émetteurs assujettis canadiens, les états financiers intermédiaires condensés non vérifiés pour la période arrêtée le 30 juin 2011 ont été préparés selon les normes comptables internationales applicables.

Ces états financiers consolidés condensés ont été préparés selon les normes IFRS relatives à la préparation des états financiers intermédiaires, incluant IAS 34 ‘Information financière intermédiaire’ et IFRS 1 ‘Première application des IFRS’. Ces états financiers ne comprennent pas toutes les notes annexes requises dans les états financiers annuels et devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de Imaflex pour l’exercice 2010 préparés selon les PCGR canadiens.

IFRS 1 exige qu’à la première adoption les émetteurs appliquent rétrospectivement chaque IFRS en vigueur à la fin des premiers états financiers annuels préparés selon les IFRS, qui pour Imaflex sera le 31 décembre 2011, après avoir tenu compte des exceptions et des exemptions applicables à l’application rétrospective. Par conséquent, les principales méthodes comptables décrites à la note 3 sont basées sur les IFRS qui ont été émis et qui sont prévus être en vigueur le 31 décembre 2011, et ces mêmes normes ont été appliquées pour la préparation des états financiers pour la période terminée le 30 juin 2011, l’information fournie à titre comparatif pour la période terminée le 30 juin 2010, l’exercice terminé le 31 décembre 2010 ainsi que l’état de la situation financière d’ouverture au 1^{er} janvier 2010, notre date de transition aux normes IFRS. Les principales méthodes comptables sont basées sur les normes IFRS prévues être en vigueur le 31 décembre 2011 et donc, en cas d’évolution des normes IFRS entre le 30 juin 2011 et le 31 décembre 2011, l’état de la situation financière d’ouverture pourrait devoir être modifié. De telles modifications, si nécessaires, seront détaillées dans les rapports intermédiaires suivants ou dans le rapport annuel, dépendant du moment de la modification des normes.

Exemptions facultatives

IFRS 3, Regroupement d’entreprises:

Imaflex a choisi de ne pas appliquer IFRS 3 de manière rétrospective pour les regroupements d’entreprises qui ont eu lieu avant la date de transition. Au 1er janvier 2010, il n’y avait aucun solde d’écart d’acquisition au bilan de la Société.

2. Transition aux normes IFRS (suite)

Options comptables liées à la première adoption des IFRS

Coût présumé à la valeur marchande

IFRS 1 offre le choix d'évaluer les immobilisations à leur valeur marchande à la date de transition et d'utiliser ces montants comme coût présumé. Imaflex a continué d'appliquer la méthode du coût historique pour les immobilisations. Par conséquent, la Société n'a pas redressé la valeur des immobilisations à leur juste valeur en adoptant les normes IFRS.

Écarts de conversion

L'application rétrospective de IAS 21 aurait exigé que Imaflex détermine le cumul des écarts de conversion selon IAS 21 à partir de la date que la filiale a été créée. Conformément à la norme IFRS 1, la Société a décidé de figer au 1^{er} janvier 2010 le cumul des écarts de conversion résultant des variations de change des comptes de filiales libellés en monnaie autre que le dollar canadien. Ces écarts de conversion négatifs ont été reclassés du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats cumulés. Par conséquent, les écarts de conversion cumulés à cette date ne seront pas constatés en résultats lors des cessions ultérieures des actifs libellés en monnaie étrangère.

Coût de financement

IAS 23 (Révisé en 2007) requiert qu'une Société capitalise le coût de financement relatif aux actifs admissibles mis en service le 1er janvier 2009 ou plus tard. IFRS 1 offre le choix de n'appliquer IAS 23 qu'à compter de la date de transition, si celle-ci est après le 1er janvier 2009. Imaflex a choisi de bénéficier de cette option. Ainsi, le coût de financement pour les actifs admissibles mis en service avant le 1er janvier 2010 a été passé en charge tandis que le coût de financement pour les actifs mis en service après le 1er janvier 2010 sera capitalisé.

Exceptions obligatoires

Estimations

L'information a posteriori n'est pas utilisée pour créer ou réviser des hypothèses. Les hypothèses faites selon les PCGR ne peuvent pas être révisées pour l'application des normes IFRS, sauf lorsque c'est nécessaire pour refléter des changements de principes comptables.

Synthèse des principaux impacts et reclassement IFRS

Impact sur les comptes consolidés condensés du résultat global – La transition aux normes IFRS n'a pas eu d'impact important sur les comptes consolidés condensés du résultat global pour la période terminée le 30 juin 2010 ni pour l'année terminée le 31 décembre 2010.

Impact sur le tableau consolidé condensé des flux de trésorerie – La transition aux normes IFRS n'a pas eu d'impact important sur la présentation de notre flux de trésorerie pour la période terminée le 30 juin 2010 ni pour l'année terminée le 31 décembre 2010, à l'exception de la dépense d'impôt exigible, qui est maintenant considérée comme un élément du flux des activités opérationnelles tandis qu'elle était précédemment incluse dans la variation des éléments hors-caisse.

Pour une analyse de l'incidence des IFRS sur le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2010, voir le rapport du premier trimestre aux actionnaires pour la période de trois mois terminée le 31 mars, 2011.

Notes annexes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

2. Transition aux normes IFRS (suite)

Le tableau ci-dessous montre les détails du rapprochement des soldes de l'état de la situation financière au 30 juin 2010.

Reclassements de la transition des PCGR aux normes IFRS

Non vérifié	PCGR	Ajustement	Note	IFRS
En milliers de dollars canadiens	30 juin, 2010			30 juin, 2010
Actif				
<i>Actifs courants</i>				
Trésorerie	263	-		263
Créances clients et autres débiteurs	8 207	-		8 207
Stocks	10 393	-		10 393
Charges payées d'avance	120	-		120
Total des actifs courants	<u>18 983</u>	-		<u>18 983</u>
<i>Actifs non-courants</i>				
Immobilisations	16 536	-		16 536
Total des actifs non-courants	<u>16 536</u>	-		<u>16 536</u>
Total de l'actif	<u>35 519</u>	-		<u>35 519</u>
Passif et capitaux propres				
<i>Passifs courants</i>				
Dette bancaire	7 268	-		7 268
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	5 190	-		5 190
Passifs d'impôt exigible	57	-		57
Dettes à long terme (part à moins d'un an)	2 557	-		2 557
Contrat de location acquisition (part à moins d'un an)	11	-		11
	<u>15 083</u>	-		<u>15 083</u>
<i>Passifs non-courants</i>				
Dette à long terme	3 196	-		3 196
Contrats de location-acquisition	43	-		43
Passifs d'impôt différé	1 023	-		1 023
Total des passifs non-courants	<u>4 262</u>	-		<u>4 262</u>
<i>Capitaux propres</i>				
Actions ordinaires	7 829	-		7 829
Surplus d'apport	323	-		323
Cumul des autres éléments du résultat global	(63)	244	B	181
Résultats accumulés	8 085	(244)	B	7 841
Total des capitaux propres	<u>16 174</u>	-		<u>16 174</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u>35 519</u>	-		<u>35 519</u>

Notes annexes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

2. Transition aux normes IFRS (suite)

Le tableau ci-dessous réconcilie les capitaux propres totaux au 1^{er} janvier 2010, 30 juin 2010 et 31 décembre 2010.

Non vérifié En milliers de dollars canadiens	Note	1^{er} janvier, 2010	30 juin, 2010	31 décembre, 2010
Capitaux propres selon les PCGR		\$ 15 944	\$ 16 174	\$ 14 026
Effet du figement du cumul des écarts de conversion résultant des variations du taux de change de comptes d'établissements étrangers	B	244	244	244
Reclassement du cumul écarts de conversion résultant des variations du taux de change de comptes d'établissement étrangers aux résultats cumulés	B	(244)	(244)	(244)
Capitaux propres totaux selon les IFRS		<u>\$ 15 944</u>	<u>\$ 16 174</u>	<u>\$ 14 026</u>

Le tableau ci-dessous réconcilie le cumul du résultat global au 1^{er} janvier 2010, 30 juin 2010 et 31 décembre 2010.

Non vérifié En milliers de dollars canadiens	Note	1^{er} janvier, 2010	30 juin, 2010	31 décembre, 2010
Cumul des autres éléments du résultat global selon les PCGR		\$ (244)	\$ (63)	\$ (412)
Effet du figement du cumul des écarts de conversion résultant des variations du taux de change de comptes d'établissements étrangers	B	244	244	244
Cumul des autres éléments du résultat global selon les IFRS		<u>\$ -</u>	<u>\$ 181</u>	<u>\$ (168)</u>

A – Au 1er janvier 2010, la Société ne respectait pas certaines clauses restrictives relatives à sa marge de crédit et sur les dettes à long terme. Les normes IFRS exigent que la Société obtienne, à la date d'arrêt des comptes ou avant, un droit inconditionnel de différer le règlement de comptes pour au moins 12 mois après la date d'arrêt des comptes. La renonciation pour l'exercice 2010 n'a été obtenue que le 3 mars 2010, après le 1er janvier 2010. Par conséquent, toute la dette à long terme a été reclassée aux passifs courants.

Au 31 décembre 2010, la Société ne respectait pas certaines clauses restrictives relatives à sa marge de crédit et sur une partie de la dette à long terme. La Société n'a signé une nouvelle entente que le 12 avril 2011. Par conséquent, toute la dette à long terme a été reclassée aux passifs courants.

B – Conformément à la norme IFRS 1, la Société a choisi de figer au 1^{er} janvier 2010 le cumul des écarts de conversion résultant des variations de change des comptes de filiales libellés en monnaie autre que le dollar canadien. Ces écarts de conversion négatifs ont été reclassés du cumul des autres résultats étendus aux résultats cumulés.

3. Principales méthodes comptables

3.1 Mode de présentation

Les états financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, exception faite de l'évaluation de certains instruments financiers à leur juste valeur. Le coût historique se base généralement sur la contrepartie donnée en échange de l'actif. La Société a choisi de présenter l'état des résultats et l'état du résultat global sur le même état et a choisi de présenter ses charges par nature, qui est la méthode utilisée pour présenter l'information pour fin interne et correspond à la manière dont la direction regarde et gère les coûts des opérations.

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte. Les principales méthodes comptables sont présentées ci-dessous.

3.2 Méthode de consolidation

Les états financiers consolidés condensés comprennent les comptes de la Société et de sa filiale en propriété exclusive, Imaflex USA Inc. La Société contrôle sa filiale étant donné qu'elle a le pouvoir de décider de ses politiques de financement et d'opérations, de manière à pouvoir bénéficier de ses activités à travers sa détention de 100% des actions de la filiale.

Tous les soldes et transactions intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

3.3 Constatation des produits

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie de l'accord entre les parties contractantes.

Les produits de la vente de biens sont constatés lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies :

- Imaflex a transféré à l'acheteur tous les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens;
- Imaflex ne détient plus de droits relatifs à la gestion, ni dans le contrôle effectif des biens;
- le montant des produits peut être évalué de façon fiable;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à la Société;
- les coûts encourus ou à être encourus relativement à la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

3.4 Devises étrangères

Les états financiers individuels de chaque entité sont présentés dans leur devise locale, qui est la monnaie fonctionnelle de ces entités. Pour fin de présentation des états financiers consolidés, les résultats et la position financière sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

La monnaie fonctionnelle de la filiale étrangère de la Société, Imaflex USA Inc., est le dollar ÉUA. Les états financiers d'Imaflex USA sont convertis selon la méthode suivante : les actifs et les passifs sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan et les produits et charges aux taux de change en vigueur à la date de leur constatation au cours de la période. Les gains ou les pertes de change découlant de la conversion des états financiers d'Imaflex USA sont constatés dans les autres éléments du résultat global et sont constatés en résultats lors de la cession ultérieure des parts dans la filiale étrangère.

Pour la préparation des états financiers individuels des entités, les transactions en devises autres que la monnaie fonctionnelle de ces entités sont converties au taux de change moyen de l'exercice, à moins que la fluctuation des taux de change soit importante au cours de ces périodes. Dans ce cas, le taux en vigueur à la date de la transaction est utilisé. À la date d'arrêté des comptes, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les éléments non-monétaires évalués à la juste valeur libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date où la juste valeur a été déterminée. Les autres éléments non-monétaires sont évalués au coût historique en devise étrangère et ne sont pas reconvertis.

3. Principales méthodes comptables (suite)

3.5 Impôts

La charge d'impôt est composée des impôts exigibles et différés.

L'impôt exigible se base sur le résultat imposable pour la période. Le résultat imposable diffère du résultat présenté dans les états intermédiaires condensés du résultat étendu parce que certains éléments des produits ou des charges sont imposables ou déductibles lors de périodes ultérieures ou ne sont pas imposables ou déductibles. Les passifs d'impôt exigible sont calculés en utilisant les taux d'imposition applicables lorsque l'actif ou le passif sera recouvré ou réglé. L'actif ou le passif d'impôt exigible est calculé à partir du taux d'imposition adopté ou quasi adopté à la date de clôture.

L'impôt différé est constaté en se basant sur les différences temporelles entre le montant aux livres de l'actif ou du passif et de sa valeur fiscale. Les passifs d'impôt différé sont généralement constatés pour toutes les différences temporelles. Les actifs d'impôt différé sont généralement constatés pour toutes les différences temporelles, dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront générés afin de réaliser ces différences temporelles.

Les passifs d'impôt différé sont constatés pour des différences temporelles liées aux investissements dans la filiale, sauf si Imaflex est en mesure de contrôler le moment auquel la différence se renversera et qu'il est probable que la différence ne se renversera pas dans un futur prochain. Les actifs d'impôt différé résultant de ces différences temporelles sont uniquement constatés s'il est probable que la Société générera suffisamment de bénéfices imposables contre lesquels ces différences pourront être réalisées et que ces différences se réaliseront dans un proche futur.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont calculés au taux d'imposition applicable lorsque l'actif ou le passif sera recouvré ou réglé, basé sur les taux adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Le calcul du passif ou de l'actif d'impôt différé reflète la conséquence fiscale résultant de la manière que la Société prévoit, à la date de clôture, de recouvrer ou de régler la valeur aux livres de l'actif ou du passif.

Les actifs ou passifs d'impôt différé sont compensés lorsque la Société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés, qu'ils correspondent à des impôts perçus de la même autorité fiscale et que la Société a l'intention soit de régler le montant au net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

L'impôt exigible est comptabilisé comme dépense ou comme produit dans l'état du résultat, sauf s'il a trait à des éléments comptabilisés ailleurs (que ce soit dans le résultat global ou directement dans les capitaux propres), dans lequel cas l'actif ou le passif est aussi comptabilisé hors l'état des résultats.

3.6 Immobilisations

Les immobilisations sont constatées au coût, diminué du cumul des pertes de valeur constatées. Le coût inclut les dépenses capitalisées conformément aux pratiques comptables de la Société. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, déduction faite de la valeur de récupération estimative, et commence lorsque l'actif est mis en service.

L'amortissement est comptabilisé de manière à diminuer le coût des actifs, déduction faite de leur valeur de récupération, sur la durée d'utilité estimée, sur une base linéaire. La durée d'utilité estimée, la valeur de récupération et la méthode d'amortissement sont révisées annuellement et l'impact de tout changement de ces hypothèses est appliqué de manière prospective.

Immobilisation	Méthode	Période
Matériel de production	Linéaire	20 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique et logiciels	Linéaire	3 ans

Les améliorations locatives sont amorties sur une base linéaire sur le moindre de la durée des contrats de location ou de la durée d'utilité estimée.

3. Principales méthodes comptables (suite)

3.6 Immobilisations (suite)

Avec prise d'effet le 1er janvier 2010, la Société a révisé la durée d'utilité estimée de son matériel de production pour la faire passer de 10 et 15 ans à 20 ans. Cette modification des estimations, appliquée de manière prospective, a donné lieu à une réduction de la charge d'amortissement.

Dévaluation des immobilisations

Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation à la fin de chaque date de clôture pour déterminer s'il y a une indication que l'actif a subi une perte de valeur. Si une telle indication existe, le montant de recouvrement des actifs est estimé de manière à mesurer cette perte de valeur.

La valeur de recouvrement est le plus élevé de la juste valeur moins les frais de vente et la valeur d'entreprise, qui correspond à la valeur actualisée des flux monétaires générés par les actifs à un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les évaluations actuelles de la valeur temps de l'argent ainsi que des risques spécifiques des actifs pour lesquels les flux monétaires n'ont pas été ajustés. Si la valeur de recouvrement se trouve à être moindre que la valeur aux livres, la valeur aux livres est réduite à la valeur de recouvrement. La perte de valeur est comptabilisée immédiatement aux comptes des résultats.

Lorsque une perte de valeur comptabilisée se renverse, la valeur aux livres est augmentée à l'estimation révisée de la valeur de recouvrement, sans toutefois que cette valeur de recouvrement soit supérieure à la valeur aux livres qui aurait été par ailleurs déterminée si une perte de valeur n'avait jamais été comptabilisée. Le renversement de la perte de valeur est comptabilisé immédiatement aux comptes des résultats.

Actifs sous contrat de location-acquisition

Les actifs sous contrat de location-acquisition sont amortis sur la durée d'utilité estimée de la même manière que les actifs en possession de la Société ou, si c'est moindre, sur la durée dudit contrat.

Les gains ou pertes résultant de la vente ou l'aliénation d'immobilisations sont obtenus par la différence entre le produit de disposition du bien et la valeur aux livres de l'actif et sont constatés à l'état du résultat.

3.7 Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti et comprend le coût des matières premières et la quote-part applicable des coûts de main-d'œuvre et des frais généraux de fabrication fixes et variables. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimatif, diminué des coûts d'achèvement estimatifs et des coûts estimatifs nécessaires pour réaliser la vente.

3.8 Provisions

Les provisions sont constatées si la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, s'il est probable qu'une sortie de ressources économiques sera nécessaire pour satisfaire à l'obligation et si le montant de la provision peut être raisonnablement estimé. Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle des estimations des dépenses nécessaires pour satisfaire à l'obligation, en prenant en considération les risques et les incertitudes liés à l'obligation.

3. Principales méthodes comptables (suite)

3.9 Actifs financiers

Les actifs financiers sont présentés dans l'une des catégories définies suivantes: 'évalués à la juste valeur', 'disponibles à la vente' et 'créances clients et autres débiteurs'. La classification dépend de la nature et des buts de détention des actifs financiers et est déterminée lors de la comptabilisation initiale de l'actif.

Les actifs financiers sont présentés dans la catégorie 'évalués à la juste valeur' s'ils sont détenus à des fins de transaction ou s'ils sont désignés comme étant évalués à la juste valeur. La trésorerie de la Société, désignée comme étant détenue à des fins de transaction, est comptabilisée à la valeur marchande et les variations de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisées à l'état des résultats.

Les créances clients et autres débiteurs qui ont des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés dans un marché actif sont classés dans la catégorie 'créances clients et autres débiteurs'. Les créances clients et autres débiteurs sont comptabilisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions.

Dépréciation des actifs financiers

Les actifs financiers, exception faite des actifs 'évalués à la juste valeur' sont soumis à un test de dépréciation sur une base régulière. Une perte de valeur est comptabilisée s'il y a une preuve objective que, suite à un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif financier, la valeur actualisée des flux monétaires futurs de l'actif a été compromise.

Les créances clients pour lesquelles une dépréciation n'a pas été comptabilisée de manière individuelle sont, de plus, soumises collectivement à un test de dépréciation. Une preuve objective de dépréciation pour un portefeuille de créances clients pourrait inclure l'expérience historique de la Société du recouvrement des créances, une augmentation du nombre de comptes en souffrance, de même que des changements d'éléments de la conjoncture économique qui montrent une corrélation avec des défauts de paiement.

La valeur aux livres pour la majeure partie des actifs financiers est diminuée directement par la dépréciation. Pour les créances clients, la valeur aux livres est diminuée par l'utilisation d'un compte de créances douteuses. Quand une créance client est considérée comme étant irrécouvrable, elle est radiée contre le compte de créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants précédemment radiés sont crédités au compte de créances douteuses. Les changements de la valeur aux livres du compte de créances douteuses sont comptabilisés dans l'état des résultats.

3.10 Les passifs financiers et les capitaux propres

Les passifs financiers et les instruments de capitaux propres sont comptabilisés comme des passifs financiers ou des éléments des capitaux propres, selon la substance de l'entente contractuelle. Les passifs financiers sont classés comme des passifs financiers 'évalués à la juste valeur' ou 'autres passifs financiers'.

Le swap de taux d'intérêts est désigné comme étant 'évalué à la juste valeur' parce cette comptabilisation réduit les écarts d'évaluation qui seraient autrement survenus si l'instrument avait été classé autrement. Le swap de taux d'intérêt est comptabilisé à la juste valeur et tout gain ou perte résultant du changement de la juste valeur est comptabilisé dans l'état du résultat. La juste valeur est déterminée selon des techniques d'évaluation fondées sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché.

Les autres passifs financiers, incluant les dettes, sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, déduction faite des frais de transaction, et ensuite diminués des paiements de capital sur la dette.

3. Principales méthodes comptables (suite)

3.10 Les passifs financiers et les capitaux propres (suite)

La Société décomptabilise les passifs financiers si, et seulement si, les obligations de la Société ont été déchargées ou annulées ou qu'elles ont expirées.

Les coûts d'émission de dette sont inclus dans la dette à long terme et sont comptabilisés au coût amorti, en utilisant la méthode du taux effectif. Le coût d'émission de capitaux propres est présenté à l'état des variations des capitaux propres en réduction de la contrepartie reçue.

3.11 Paiements fondés sur des actions

Les paiements fondés sur des actions à des employés qui seront réglés par des instruments de capitaux propres sont évalués à leur juste valeur au moment de l'octroi des instruments financiers en utilisant le modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. Les détails de la détermination de la juste valeur des paiements fondés sur des actions à être réglés par l'émission d'actions sont présentés à la note 12. Les options émises au cours de la période sont acquises immédiatement et ont donc été évaluées comme une tranche.

La juste valeur déterminée lors de l'octroi des options est passée en charge avec une augmentation correspondante du surplus d'apport.

Imaflex n'a pas émis d'option d'achat d'actions à des individus qui n'étaient pas des employés et n'a pas émis d'options d'achat d'actions à être réglées en espèces.

3.12 Instruments financiers dérivés

Imaflex est partie contractante d'un swap de taux d'intérêt.

Le swap de taux d'intérêt a initialement été comptabilisé à la juste valeur à la date où la Société est devenue partie contractante et fait ensuite objet d'une réévaluation à chaque date de clôture. Le gain ou la perte résultant de la réévaluation est comptabilisé à l'état des résultats. Si la juste valeur du dérivé est positive pour la Société, il est comptabilisé comme actif et si elle est négative, il est comptabilisé comme passif. Au 30 juin 2011, l'instrument financier dérivé était présenté dans les dettes fournisseurs et autres crédettes.

3.13 Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période. Le bénéfice dilué par action est calculé en tenant compte de l'effet dilutif si des titres ou d'autres ententes pour l'émission d'actions ordinaires seraient exercés ou convertis en actions ordinaires au plus tard du début de la période ou de la date d'émission.

4. Futures modifications de normes comptables

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 – Instruments financiers, présentant de nouvelles exigences de classement et d'évaluation pour les actifs et les passifs financiers. Il remplace les modèles d'évaluation en plusieurs catégories dans le IAS 39 pour un nouveau modèle ayant seulement deux catégories : au coût amorti ou à la juste valeur.

IFRS 9 remplace également le modèle d'évaluation des instruments de capitaux propres et ces instruments sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net soit à la juste valeur par le biais du résultat global. Si ces instruments sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat global, les dividendes, dans la mesure qu'ils ne représentent pas un remboursement de l'investissement, sont comptabilisés dans le résultat net, par contre, les autres gains et pertes, incluant les dévaluations, associés à ces instruments restent dans le résultat global indéfiniment. IFRS 9 doit être appliqué à partir des exercices financiers commençant le 1^{er} janvier 2013 ou après, avec possibilité d'adoption anticipée. Nous évaluons encore l'incidence de l'adoption d'IFRS 9.

5. Jugements clés et les principales sources d'incertitude des estimations

La préparation de ces états financiers conformément aux IFRS et l'application des principales méthodes comptables de la Société décrites à la note 3 exigent que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses sur la valeur aux livres d'actifs et de passifs qui n'est pas immédiatement disponible de tierces parties. Les estimations et hypothèses liées sont basées sur l'expérience historique et d'autres facteurs jugés pertinents. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées de manière continue. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où a lieu la révision si la révision affecte uniquement cette période, ou au cours de la période et de périodes futures si la révision affecte simultanément la période courante et les périodes futures.

5.1 Les sources importantes d'incertitude des estimations

Les estimations clés sur le futur et les autres sources importantes d'incertitude liée aux estimations établies à la date de clôture ayant un risque significatif d'occasionner des ajustements matériels de la valeur aux livres d'actifs et de passifs au cours du prochain exercice financier sont détaillées ci-dessous:

Provisions pour créances douteuses

La Société analyse ses créances clients sur une base individuelle et sur une base collective. Toute provision comptabilisée sur ces actifs est basée sur l'historique de la Société et sur la meilleure estimation de la direction de la possibilité de recouvrer ces comptes.

Durée d'utilité des immobilisations

La Société révisé la durée d'utilité des immobilisations à la date de clôture de chaque exercice financier. Pour l'exercice 2010, la direction a déterminé que la durée d'utilité du matériel de production devrait être étirée à 20 ans comparativement aux estimations utilisées pour l'exercice 2009.

Dépréciation des immobilisations

La Société fait un test de dépréciation sur ses immobilisations en comparant la valeur aux livres des actifs à leur valeur recouvrable, qui est calculée en établissant le plus élevé de leur juste valeur moins les frais de vente et de la valeur actualisée des flux monétaires générés par ces actifs, qui requiert l'établissement d'hypothèses par la direction sur les flux futurs générés et les taux d'actualisation.

Stocks

La Société analyse ses stocks afin de déterminer la valeur aux livres de son inventaire. Cette évaluation est basée sur la connaissance du marché de la direction et de ses analyses de désuétude et de valeur marchande.

5. Jugements clés et les principales sources d'incertitude des estimations (suite)

Instruments financiers dérivés

La Société comptabilise des instruments financiers à la juste valeur pour lesquels il n'y pas de prix coté sur un marché actif pour des actifs ou passifs identiques. Ceci requiert que la direction établisse des méthodes d'évaluation qui utilisent des modèles qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché.

Impôts

La direction doit établir des estimations sur les taux d'imposition à utiliser pour évaluer l'impôt différé, en considérant à quel moment surviendra la réalisation des actifs d'impôt ainsi que la probabilité de réalisation. L'impôt réel peut différer de manière significative de ces estimations suite à des événements futurs, le changement de la législation fiscale, le résultat de vérifications des autorités fiscales et du résultat des oppositions présentées. La résolution de ces incertitudes et des impôts à payer pourrait occasionner des ajustements aux actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la Société.

6. Information sectorielle

6.1 Secteurs d'exploitation

La Société conçoit, produit et vend de la pellicule de plastique utilisée pour des produits d'emballage, pour la fabrication de sacs ou pour le marché agricole. La Société n'exerce ses activités que dans un secteur d'exploitation isolable. L'information communiquée à la direction de la Société pour le but de l'allocation des ressources et l'évaluation des résultats est présentée par région géographique.

6.2 Produits d'exploitation

En milliers de dollars canadiens	3 mois terminés le		6 mois terminés le	
	30 juin, 2011	30 juin, 2010	30 juin, 2011	30 juin, 2010
Ventes au Canada	\$ 6 857	\$ 6 527	\$ 14 381	\$ 12 742
Ventes aux États-Unis	4 563	5 220	11 382	10 854
Autres	134	-	134	194
Total	<u>\$ 11 554</u>	<u>\$ 11 747</u>	<u>\$ 25 897</u>	<u>\$ 23 790</u>

6.3 Immobilisations

Actif par secteur	30 juin, 2011	31 décembre 2010	1 janvier 2010
Immobilisations situées au Canada	\$ 7 186	\$ 7 562	\$ 8 906
Immobilisations situées aux États-Unis	7 602	8 101	7 725
Immobilisations totales	<u>\$ 14 788</u>	<u>\$ 15 663</u>	<u>\$ 16 631</u>

Notes annexes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

7. Coûts de financement

En milliers de dollars canadiens	3 mois terminés le		6 mois terminés le	
	30 juin, 2011	30 juin, 2010	30 juin, 2011	30 juin, 2010
Intérêts sur la dette bancaire et la dette à long terme	\$ 147	\$ 134	\$ 285	\$ 260
Intérêts sur les contrats de location-acquisition	1	2	2	4
Total des intérêts payés pour les instruments non comptabilisés à la juste valeur	148	136	287	264
Variation de la juste valeur du swap	(10)	(8)	(32)	(15)
	\$ 138	\$ 128	\$ 255	\$ 249

8. Bénéfice par action

En milliers de dollars canadiens (sauf données par action)	3 mois terminés le		6 mois terminés le	
	30 juin, 2011	30 juin, 2010	30 juin, 2011	30 juin, 2010
Résultat net aux fins du calcul du bénéfice de base par action	\$ 70	\$ (89)	\$ 187	\$ 55
Ajustement pour le bénéfice dilué par action	-	-	-	-
Résultat net aux fins du calcul du bénéfice dilué par action	70	(89)	187	55
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	39 711	39 350	39 532	39 350
Effet dilutif des paiements fondés sur des actions (en milliers)	13	-	6	-
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	39 724	39 350	39 538	39 350
Bénéfice net de base par action ordinaire	\$ 0,002	\$ (0,002)	\$ 0,005	\$ 0,001
Bénéfice net dilué par action ordinaire	\$ 0,002	\$ (0,002)	\$ 0,005	\$ 0,001

9. Dette à long terme

En milliers de dollars canadiens (sauf indication contraire)	30 juin, 2011	31 décembre, 2010	1 janvier, 2010
Emprunt (30 juin 1 382 000 \$ ÉUA, 31 décembre 1 689 000 \$ ÉUA, 1 janvier 2 304 000 \$ ÉUA), portant intérêt au TIOL à 30 jours (0,19 % au 30 juin 2011), révisé mensuellement, majoré de 1,24 %, remboursable en versements mensuels du capital de 49 000 \$ (51 000 \$ ÉUA) jusqu'en septembre 2013, garanti par du matériel de production et par une sûreté complète consentie par Imaflex Inc. (a)	\$ 1 333	\$ 1 680	\$ 2 421
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel d'une banque à charte canadienne majoré de 1,50 %, remboursable en versements mensuels du capital de 50 000 \$ jusqu'en janvier 2012, garanti par une hypothèque d'un montant de 3 000 000 \$ sur tous les biens actuels et futurs de la division Canslit de la Société, qu'ils soient meubles ou immeubles, corporels ou incorporels.	350	650	1 250
Emprunt portant intérêt au taux de base du prêteur (5,00 % au 30 juin 2011) majoré de 0,25 %, remboursable en versements mensuels du capital de 43 000 \$ jusqu'en septembre 2015, garanti par du matériel de production.	2 216	2 478	-
Emprunts portant intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel majoré de 0,50 % et le taux préférentiel majoré de 2,00 %, qui ont été annulés ou refinancés au cours de l'exercice.	-	46	2 096
Emprunt (30 juin 274 000 \$ ÉUA, 31 décembre 540 000 \$ ÉUA, 1 janvier 1 047 000 \$ ÉUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels du capital et des intérêts de 45 000 \$ (47 000 \$ ÉUA) jusqu'en décembre 2011, garanti par du matériel de production et une sûreté fournie par Imaflex Inc.	265	537	1 100
Emprunt (30 juin 81 000 \$ ÉUA, 31 décembre 128 000 \$ ÉUA, 1 janvier 216 000 \$ ÉUA) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels du capital et des intérêts de 8 000 \$ (8 000 \$ ÉUA) jusqu'en avril 2012, garanti par du matériel de production et une sûreté complète fournie par la Société.	78	127	227
	4 242	5 518	7 094
Portion courante de la dette à long terme	(1 765)	(5 518)	(7 094)
Portion non-courante de la dette à long terme	\$ 2 477	\$ -	\$ -

a) Le 28 septembre 2006, la Société a emprunté à Wachovia Corporation la somme de 4 300 000 \$ ÉUA à un taux d'intérêt variable pour une durée de sept ans, par suite d'une facilité d'emprunt à long terme qu'elle avait contractée pour financer ses dépenses en immobilisations. La Société a ensuite conclu un swap de taux d'intérêt du même montant et de la même durée. En vertu des modalités de ce swap, la Société bénéficie mensuellement d'un taux d'intérêt variable et paie un taux d'intérêt fixe de 6,54 %. La Société a recours à cet instrument financier dérivé afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt, l'objectif étant de fixer les frais d'intérêt sur cette tranche de la dette à long terme.

Au 30 juin 2011, la juste valeur du swap de taux d'intérêt représentait un passif de 76 000 \$ (79 000 \$ ÉUA) (111 000 \$ [111 000 \$ ÉUA] au 31 décembre 2010), qui a été comptabilisé au poste « Crédeurs et charges à payer » du bilan et la variation de la juste valeur depuis le 31 décembre 2010 est constatée à titre de charge correspondante dans les intérêts débiteurs de l'état des résultats.

9. Dette à long terme (suite)

Le montant du remboursement total de la dette à long terme, pour chacun des quatre exercices subséquents au 30 juin 2011 et par la suite, se présentait comme suit:

En milliers de dollars canadiens

2011	\$ 1 168
2012	1 196
2013	966
2014 et par la suite	912
	4 242
Moins la tranche courante	(1 765)
	\$ 2 477

10. Obligations aux termes de contrats de location-acquisition

La Société a financé certains actifs au moyen de contrats de location-acquisition visant des chariots élévateurs dont les échéances sont le 18 août 2013 et le 28 octobre 2013. Les paiements aux termes de ces contrats sont exigibles comme suit :

En milliers de dollars canadiens

2011	\$ 9
2012	18
2013	29
Total des paiements minimaux exigibles en vertu des contrats	56
Moins le montant représentant l'intérêt au taux d'environ 8.7%	(8)
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu des contrats	48
Moins la tranche courante	(13)
	\$ 35

11. Capital-Actions

Le capital-actions de la Société est composé d'un nombre illimité d'actions de catégorie A, avec droit de vote et droit de participation, sans valeur nominale; d'un nombre illimité d'actions de catégorie B, sans droit de vote, avec droit de participation, sans valeur nominale, pouvant être émises en tout temps en une ou plusieurs séries; et d'un nombre illimité d'actions de catégorie B, série 1, convertibles au gré du porteur en actions de catégorie A à la condition que le pourcentage d'actions de catégorie A détenues dans le public par suite de cette conversion ne soit pas inférieur à 20 % du nombre total d'actions de catégorie A émises et en circulation.

À la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2011, il y avait 40 665 791 actions de catégorie A (39 350 002 au 30 juin 2010 et au 1^{er} janvier 2010). Au cours du deuxième trimestre, la Société a clôturé un placement privé sans intermédiaire de 1 315 789 unités à une personne apparentée à un prix de 0,38 \$ pour un total de 500 000 \$. Chaque unité comprend une action de catégorie A ainsi qu'un bon de souscription permettant à son porteur d'acquérir une action série A supplémentaire pour un prix de 0,45 \$ pour une période se terminant le 6 juin 2014.

Les actions émises ont été évaluées à 0,20 \$ par action, qui correspond au cours boursier des actions de la Société à la date d'émission des titres de capitaux propres, pour un total de 263 000 \$, qui est présenté dans le capital-actions. Une valeur de 0.18 \$ a été attribuée à chaque bon de souscription, pour un total de 237 000 \$, qui est présenté dans le surplus d'apport.

12. Paiement fondé sur des actions

Aux termes du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, 10 % des actions de catégorie A émises et en circulation à l'occasion sont réservées aux fins des options sur actions. Selon les modalités du régime, la durée des options doit être fixée par le conseil d'administration et celles-ci peuvent être attribuées aux dirigeants et aux employés de la Société et de ses filiales. Les options sont attribuées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la Société à la date d'attribution. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de cinq ans et le prix d'exercice doit être réglé en totalité au moment de l'exercice.

Le 27 mai 2011, la Société a octroyé 100 000 options à un dirigeant de la Société, chaque option permettant au détenteur d'acquérir une action de catégorie A d'Imaflex à 0,125 \$ pour une période de 5 ans. Ces options sont les seules en circulation au 30 juin 2011.

À la date d'octroi, la juste valeur des options était de 10 000 \$ (0,10 \$ par option) et a été passée en charge avec une augmentation correspondante au surplus d'apport. Les options ont été évaluées en utilisant le modèle d'évaluation d'actions Black-Scholes et les hypothèses utilisées sont basées sur les meilleures estimations de la direction quant au moment d'exercice des options. La volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique du cours de l'action de Imaflex.

Hypothèses de juste valeur	<u>Émission du 27 mai, 2011</u>
Durée attendue	2,5 années
Volatilité attendue	172,86%
Dividendes attendus	0%
Taux d'intérêt sans risque	1,67%
Prix d'exercice	\$0,125
Prix de l'action au moment de l'octroi	\$0,125

Aucune option n'a été exercée au cours du trimestre et au 30 juin 2011, 100 000 options étaient en circulation.

13. Résultats cumulés

En milliers de dollars canadiens	<u>30 juin 2011</u>	<u>31 décembre 2010</u>	<u>1 janvier 2010</u>
Résultats cumulés	\$ 6 229	\$ 6 042	\$ 8 036
Ajustement – Reclassement du cumul des écarts de conversion (note 2)	-	-	(244)
Résultats cumulés selon IFRS	<u>\$ 6 229</u>	<u>\$ 6 042</u>	<u>\$ 7 792</u>
	6 mois terminés le 30 juin, 2011	12 mois terminés le 31 décembre, 2010	
Solde au début de la période	\$ 6 042	\$ 7 792	
Résultat net	187	(1 750)	
Solde à la fin de la période	<u>\$ 6 229</u>	<u>\$ 6 042</u>	

14. Filiales

Les détails de la filiale de la Société

Nom de la filiale	Principale activité d'exploitation	Lieu d'incorporation	Proportion de détention des actions ordinaires	
			30 juin, 2011	31 décembre, 2010
Imaflex USA Inc.	Production de pellicule de plastique	Caroline du nord, É-U	100%	100%

Imaflex USA Inc. est une filiale en propriété exclusive et ses comptes sont donc consolidés avec ceux de la Société.

15. Opérations entre apparentés

Opérations entre apparentés

Au cours de la période et dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations courantes avec des entités appartenant à ses actionnaires et à ses dirigeants. Ces opérations ont été évaluées à leur valeur d'échange, qui correspond au montant de la contrepartie fixé et convenu par les parties, et dont le détail se présente comme suit :

en milliers de dollars canadiens	3 mois terminés le		6 mois terminés le	
	30 juin, 2011	30 juin, 2010	30 juin, 2011	30 juin, 2010
Loyer	\$ 180	\$ 182	\$ 361	\$ 364
Frais de gestion	26	51	68	78
	\$ 206	\$ 233	\$ 429	\$ 442

Le loyer est payé le premier jour du mois pour le mois suivant et les frais de gestion sont payés sur réception. Il n'y a donc pas de montant à payer à des apparentés à la date de clôture.

Rémunération de la haute direction

Le tableau ci-dessous inclut la rémunération de quatre membres de la haute direction : le chef de l'exploitation, le vice-président de l'exploitation, le directeur de la production et le contrôleur corporatif.

En milliers de dollars canadiens	3 mois terminés le		6 mois terminés le	
	30 juin, 2011	30 juin, 2010	30 juin, 2011	30 juin, 2010
Salaires	\$ 104	\$ 117	\$ 217	\$ 236
Frais de gestion	26	51	68	78
Avantages à court terme	1	1	1	1
Avantages de retraite	2	1	8	7
Autres avantages	7	6	15	12
	\$ 140	\$ 176	\$ 309	\$ 334

16. Avantages aux employés

La Société n'offre pas de régime de pension à ses employés, mais fait des paiements réguliers au régime de pension géré par la Régie des Rentes du Québec. Au cours des périodes de 3 et de 6 mois terminées le 30 juin 2011, la Société a contribué respectivement 31 000 \$ et 70 000 \$ à ce régime (36 000 \$ et 75 000 \$ en 2010). Ces paiements sont passés aux charges lorsqu'ils sont payés et la Société ne comptabilise aucun gain ou perte relativement à ces paiements par la suite. Ces transactions ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'actifs ou de passifs.

17. Approbation des états financiers

Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration et leur publication a été autorisée le 25 août, 2011.